

[Text]

children. We are also considering the possibility of a missing children day. The date I am looking at is May 25 as a means of first of all publicizing the problem, and secondly—more importantly—encouraging parents to do whatever they can to protect their children. There is something that each one of us, as parents, can do, and there is something that can be done in every community in Canada to make our children safer.

Mr. Kindy: Could the Minister tell us whether he has any data as far as the numbers of children that are missing? If he does not, could he tell us whether the attitude of the police . . . ? What you read in the papers quite often are complaints you hear from parents that when they report the missing child they say look, it is nothing, he is going to come back—and the child is really missing forever sometimes. Is this attitude of the police going to be changed?

Mr. Beatty: With regard to the first point, that is what is disgraceful about the present situation. I can tell you how many firearms violations there were last year or how many cars were reported stolen, but I cannot tell you how many missing children there are in Canada. Our guesstimate—and all it is is an informed guess—is that it is in the neighbourhood of a couple of thousand; but it is a guess, and the margin of error there is very high.

One of the things we will be doing for the first time as a result of these initiatives is to pull together a national data base so we know first of all how many children are missing and secondly what the reason is—why they are missing. Are they children who are runaways? Are they children who were driven out of home, so-called throwaways? Are they children who were abducted by strangers? Are they parental abductions? Are they people who have simply disappeared? We simply do not know today.

We will also be looking at the response. As we have those studies in the four communities we will be looking at the reactions of police when calls are made by parents to the police reporting that a child is missing. We will be looking at the actions of other social agencies to see whether or not they have been appropriate or what we can do to improve them.

Mr. Kindy, you are right: there certainly are instances where society has not reacted seriously enough. Where it is really conspicuous, where our colleague Benno Friesen has really taken an initiative, is in the area of parental abductions, where a parent who is not awarded custody of the child kidnaps the child and takes him or her somewhere else. As a result of the initiative of Benno Friesen it is now a criminal offense for a parent to do that. All too often previously the authorities, when they were called in, would say this is a family matter, this really is not our concern. It is everybody's concern.

[Translation]

un bureau d'enregistrement central, à Ottawa, qui permettra à la GRC d'aider les forces policières à identifier les enfants disparus. Nous étudions également la possibilité d'avoir un jour consacré aux enfants disparus. Je songe au 25 mai, date à laquelle nous pourrions tout d'abord faire de la publicité au sujet du problème et, deuxièmement—ce qui est plus important encore—nous voulons encourager les parents à faire tout ce qu'ils peuvent pour protéger leurs enfants. Il y a quelque chose que nous pouvons faire, chacun d'entre nous, en tant que parents, et chaque collectivité au Canada peut faire également quelque chose pour que les enfants aient une plus grande sécurité.

M. Kindy: Le ministre pourrait-il nous dire s'il dispose de données concernant le nombre d'enfants disparus? Dans la négative, pourrait-il nous dire si l'attitude des policiers . . . ? On lit très souvent dans les journaux que les parents se plaignent de se faire répondre lorsqu'ils signalent la disparition de leur enfant: ce n'est rien, il va revenir—parfois, l'enfant est vraiment disparu et ne sera pas retrouvé. Est-ce que cette attitude des policiers va changer?

M. Beatty: Pour ce qui est de votre première question, c'est vraiment ce qui est honteux dans cette situation. Je puis vous dire combien il y a eu d'infractions au chapitre des armes à feu l'an dernier ou combien on a signalé de voitures volées, mais je ne peux pas vous dire combien d'enfants sont disparus au Canada. Nous supposons—et ce n'est qu'une supposition qui se fonde sur certains renseignements—qu'il y en a deux ou trois milliers. Toutefois, ce n'est qu'une supposition, et la marge d'erreur est très élevée.

Une des premières choses que nous allons faire à la suite de ces initiatives, ce sera d'établir une base de données nationale afin que nous sachions d'abord combien d'enfants sont disparus et, deuxièmement, pour quelles raisons ils sont disparus. Est-ce que ce sont des fugueurs? Ont-ils été chassés de la maison, rejetés? Ont-ils été enlevés par des étrangers? Enlevés par un parent? Ont-ils simplement disparu? Nous ne pouvons tout simplement pas répondre aujourd'hui.

Nous allons également étudier les réponses. Étant donné que des études seront faites dans quatre collectivités, nous allons pouvoir savoir quelle est la réaction des policiers lorsqu'ils reçoivent des appels de parents signalant la disparition d'un enfant. Nous allons examiner les mesures prises par d'autres organismes sociaux, afin de savoir si, oui ou non, elles sont appropriées, ou ce que nous pouvons faire pour les améliorer.

Monsieur Kindy, vous avez raison: dans certains cas, la société n'a pas réagi avec suffisamment de sérieux. C'est très évident—et notre collègue, Benno Friesen, a pris l'initiative à ce sujet—dans le domaine des enlèvements par un parent, lorsque le père ou la mère qui n'a pas la garde de l'enfant l'enlève pour l'amener ailleurs. À cause de l'initiative qu'a prise Benno Friesen, il s'agit maintenant d'un délit criminel si le père ou la mère enlève l'enfant. Trop souvent auparavant, les autorités, lorsqu'on communiquait avec elles, répondaient qu'il s'agissait d'une question familiale, et que ce n'était pas vraiment leur affaire. C'est l'affaire de tout le monde.